

STATUTS

CONSEIL PROVINCIAL DU SOUTIEN SCOLAIRE

Syndicat Canadien de la Fonction Publique

**Adoptés au congrès du CPSS
Mai 2009**

ARTICLE 1

RÔLE ET OBJECTIFS DU CONSEIL PROVINCIAL DU SOUTIEN SCOLAIRE

- a) voir à la préparation et à la négociation de la convention collective des sections locales affiliées et les renseigner afin qu'elles soient en mesure de voir à l'application de la convention collective, en étroite collaboration avec le SCFP;
- b) représenter et influencer l'orientation des divers organismes syndicaux auxquels ses membres sont affiliés afin que ces organismes tiennent compte des besoins et des objectifs du CPSS et de ses membres;
- c) veiller à ce que ses membres respectent les statuts du Syndicat Canadien de la Fonction Publique (SCFP);
- d) faire valoir ses objectifs auprès de ses sections locales et affiliées, du SCFP et auprès de la population en général par le moyen de l'information;
- e) appuyer le SCFP-Québec dans les actions qu'il entreprend pour promouvoir le syndicalisme au Québec;
- f) veiller à ce que les objectifs que poursuivent ses membres ne soient jamais contraires aux aspirations des travailleurs et des travailleuses du Québec, tant aux points de vue social, politique et économique que syndical;
- g) donner de l'information relative à des problèmes de la vie syndicale;
- h) favoriser l'échange entre les sections locales affiliées, afin de faciliter la vie syndicale provinciale et d'augmenter le plus possible la qualité de vie des travailleurs et des travailleuses dans leur milieu de travail respectif;
- i) voir à la valorisation des personnes salariées de soutien dans les commissions scolaires, en partenariat avec les sections locales affiliées;
- j) voir à mettre sur pied les différents comités concernant les problèmes rencontrés avec la convention collective;
- k) voir à mettre sur pied tout autre comité nécessaire à la poursuite du rôle et des objectifs du CPSS;
- l) promouvoir la solidarité syndicale par le respect mutuel et proscrire de ses rangs toute forme de violence, de harcèlement, de racisme et de discrimination.

ARTICLE 2

COMPOSITION DU CPSS

Toutes les sections locales détenant une charte ou ayant un contrat de service avec le SCFP et regroupant des travailleurs et des travailleuses du secteur des commissions scolaires et qui paient les cotisations prévues aux présents statuts, composent le CPSS.

Le CPSS ne peut expulser de ses rangs une section locale qui détient une charte du SCFP, ou ayant un contrat de service avec le SCFP et qui paie les capitations prévues aux présents statuts.

ARTICLE 3

AFFILIATION

Le CPSS est affilié au SCFP-Québec et détient une charte émise par le SCFP.

ARTICLE 4

SIÈGE SOCIAL

Le siège social du CPSS est situé à Montréal.

ARTICLE 5

LE BUREAU DE DIRECTION DU CPSS

a) Le bureau de direction du CPSS est composé :

- de la personne à la présidence
- de la personne trésorière,
- de la personne secrétaire-archiviste,

qui sont élues par le congrès.

-de trois (3) personnes à la vice-présidence régionale qui sont élues par les membres délégués des régions concernées

- b) Pour fins d'interprétation, les régions sont définies comme suit :
- région de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec: desservie par les bureaux de Jonquière et de Rouyn-Noranda;
 - région de Montréal : desservie par les bureaux de Montréal, Hull et de Sherbrooke .
 - région de Québec: desservie par les bureaux de Québec, Trois-Rivières, Rimouski et Baie-Comeau;
- c) Si un membre du bureau de direction, à l'exception du poste de la personne à la présidence, élu par le congrès démissionne ou cesse d'être membre d'une section locale, ou n'assiste pas aux réunions du bureau de direction sans motif valable, ou lors d'une absence prolongée motivée, le poste est comblé temporairement par le bureau de direction du CPSS, sujet à ratification par l'assemblée du CPSS suivante. Cependant, en ce qui concerne les personnes à la vice-présidence régionale, le membre remplaçant est élu par la région concernée.
- d) Le terme d'office du bureau de direction est de deux (2) ans et se termine à la clôture du congrès.
- e) Le quorum de présence à chaque réunion du bureau de direction est de la moitié des membres plus un (1).
- f) Les membres du bureau de direction sont officiellement délégués au congrès et aux assemblées. Cependant, pour se représenter à des postes, les membres du bureau de direction devront aussi être délégués par leur section locale qui défraiera uniquement les frais d'inscription.
- g) Les amendements concernant les élections entrent en vigueur dès leur adoption.

ARTICLE 6

RÔLE DES MEMBRES DU BUREAU DE DIRECTION DU CPSS

a) Personne à la présidence

1. est la première personne dirigeante du CPSS et a, de ce fait, le pouvoir d'interpréter les statuts;
2. préside toutes les réunions du CPSS;
3. voit à la direction et à la coordination des affaires du CPSS;

4. signe tous les documents;
5. autorise les activités et les dépenses relatives au fonctionnement du CPSS;
6. signe les chèques conjointement avec la personne trésorière et dans certains cas, peut mandater un autre membre du bureau de direction pour ce faire;
7. est membre du comité de négociation et membre d'office de tous les comités et dans certain cas, peut mandater un autre membres du bureau de direction pour ce faire;
8. fait l'objet d'un cautionnement suffisant pour couvrir les avoirs du CPSS;
9. soumet un rapport de ses activités aux assemblées générales régulières et lors du congrès;
10. est responsable politique, mandaté par le bureau de direction, d'un dossier ou d'un comité;
11. accomplit toutes fonctions déterminées par le bureau de direction.

b) Personnes à la vice-présidence régionale

1. si la personne à la présidence doit s'absenter temporairement, si besoin il y a, le bureau de direction choisira une personne à la présidence par intérim, parmi les personnes à la vice-présidence, qui assumera toutes les fonctions présidentielles pour la durée de l'absence de la personne à la présidence.
2. présentent au bureau de direction les problèmes vécus dans leur région;
3. veillent à ce qu'un résumé écrit ou verbal en cas d'urgence, des rencontres régulières du bureau de direction soit présenté à une réunion régionale ou acheminé aux sections locales, et ce, dans un délai de deux semaines ainsi que toute autre information et doit tenir au moins 2 rencontres de région par année.
4. favorisent, par divers moyens, des échanges, des contacts entre les sections locales de leur région;
5. sont responsables politiques, mandatés par le bureau de direction, d'un dossier ou d'un comité;
6. accomplissent toutes fonctions déterminées par le bureau de direction.

c) Personne trésorière

1. administre les fonds du CPSS en conformité avec les dispositions des présents statuts et tient un inventaire des biens matériels appartenant au CPSS;
2. soumet un rapport financier aux réunions du bureau de direction et aux assemblées générales régulières;
3. signe les chèques conjointement avec la personne à la présidence ou avec le membre expressément mandaté;
4. fournit aux personnes vérificatrices des livres tous les documents et toutes les informations pour la vérification des livres comptables du CPSS, pour chaque assemblée générale ou congrès;
5. fait l'objet d'un cautionnement suffisant pour couvrir les avoirs du CPSS;
6. soumet un rapport financier au congrès, celui-ci couvrant les deux dernières années;
7. est responsable politique, mandaté par le bureau de direction, d'un dossier ou d'un comité;
8. accomplit toutes fonctions déterminées par le bureau de direction.

d) Personne secrétaire-archiviste

1. rédige un procès-verbal des délibérations de chaque assemblée et de toutes les réunions officielles du CPSS et le soumet aux instances appropriées pour adoption;
2. convoque, à la demande de la personne à la présidence, toutes les réunions officielles du CPSS;
3. est responsable de la diffusion des informations et voit aux suivis de la correspondance à transmettre au bureau de direction et voit également à la mise à jour des moyens de communication convenus par le bureau de direction;
4. est responsable politique, mandaté par le bureau de direction, d'un dossier ou d'un comité;
5. accomplit toutes fonctions déterminées par le bureau de direction.

ARTICLE 7

RESPONSABILITÉS DU BUREAU DE DIRECTION

- a) Le bureau de direction a la responsabilité de former tous les comités nécessaires au bon fonctionnement du CPSS et d'en nommer les membres, lors de la formation des comités, le bureau de direction doit avoir le souci d'impliquer équitablement les personnes à la vice-présidence de région. Par le fait même, ceux-ci recevront un cadre de fonctionnement pour mener à bien leur mandat. Si un membre d'un comité démissionne, n'est plus mandaté par la section locale ou cesse d'être membre d'une section locale ou n'assiste pas aux réunions du comité sans motif valable, le poste est comblé par le bureau de direction. Toute nomination est sujette à la ratification du congrès ou de l'assemblée générale suivante. Les comités relèvent du bureau de direction et doivent présenter un rapport écrit.
- b) Le bureau de direction doit se réunir au moins (4) fois l'an. Deux (2) de ces réunions sont suivies d'une assemblée générale ou du congrès.
- c) Le bureau de direction du CPSS fixe le lieu des congrès et autres assemblées, ainsi que les frais d'inscription;
- d) Si, suite à une demande formulée par une ou des sections locales, la présence d'un membre du bureau de direction est requise afin de participer à une rencontre, la personne à la présidence pourra autoriser ce membre, et celui-ci devra rendre compte de cette réunion au bureau de direction.
- e) Dans le cadre des négociations, le bureau de direction est autorisé à emprunter du compte régulier ou d'une institution financière, un maximum de 20 000,00 \$ pour la durée de son mandat. Tout autre emprunt devra être soumis préalablement à l'approbation de l'assemblée générale ou du congrès.
- f) Le bureau de direction peut nommer une personne déléguée à toute instance à laquelle les sections locales sont affiliées;
- g) Le bureau de direction est responsable de toute l'administration du CPSS;
- h) Le bureau de direction fixe les règles de réintégration d'une section locale désaffiliée en tenant compte de certains éléments dont la contribution au compte négociation ainsi que l'étalement des sommes dues. Toute réintégration doit être adoptée à un congrès ou une assemblée générale par la majorité des personnes déléguées présentes;
- i) Voir à la valorisation de ses membres et de leur rôle auprès des commissions scolaires.

ARTICLE 8

LE COMITÉ DE NÉGOCIATION

- a) Il est composé de quatre (4) personnes, soit :
 - un (1) membre de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec;
 - un (1) membre de la région de Montréal;
 - un (1) membre de la région de Québec;
 - et de la personne de présidence du CPSS qui est membre d'office de ce comité.
- b) dans son choix des personnes du comité de négociation, l'assemblée aura le souci de favoriser une représentation de tous les secteurs du CPSS soit; général, adaptation scolaire et service de garde.
- c) une seule personne par section locale soit élue sur le comité. À défaut de candidatures, une personne d'une même section locale désireuse de se porter candidate pourrait être élue;
- d) Les membres du comité de négociation sont élus au congrès, à une assemblée générale par l'ensemble des délégués/es présents/es;
- e) Son mandat se termine à l'assemblée générale où il soumet son rapport final;
- f) Si un membre du comité de négociation démissionne, cesse d'être membre d'une section locale, ou n'assiste pas aux séances de négociation sans motif valable, le membre remplaçant est élu lors d'une assemblée générale ou congrès par l'ensemble des délégués/es présents/es;
- g) Le comité de négociation doit produire un rapport détaillé du déroulement de la négociation et le soumettre à chaque assemblée générale et congrès, ou au besoin;
- h) Si un membre du bureau de direction devient membre du comité de négociation, son remplacement temporaire est effectué selon les dispositions de l'article 5 c).

ARTICLE 9

COMITÉ DE COORDINATION

Ce comité est composé des membres du bureau de direction ainsi que des membres du comité de négociation.

Les décisions concernant les négociations et la mobilisation relèvent de ce comité. Ce comité voit à l'orientation, l'information ainsi qu'au bon fonctionnement des négociations.

Le comité de coordination recommandera au moment jugé opportun la mise en place d'un comité de mobilisation et aura pour responsabilité de l'orienter.

Le comité de mobilisation est composé de délégués du CPSS élus lors d'une assemblée générale.

ARTICLE 10

CONGRÈS

Un congrès de toutes les sections locales membres du CPSS est convoqué à tous les deux (2) ans par le bureau de direction du CPSS.

Ce congrès est l'autorité suprême du CPSS.

Avant la tenue du congrès, le bureau de direction forme les comités composés des membres délégués dûment élus ou nommés et inscrits au congrès. Ils font rapport au congrès et sont dissous à la clôture du congrès.

Après l'ouverture du congrès, les membres délégués ratifient la formation des comités.

Ce congrès doit être convoqué au moins deux (2) mois à l'avance et l'ordre du jour doit être envoyé au moins vingt (20) jours à l'avance.

Les sections locales qui veulent envoyer des résolutions ou des propositions d'amendements aux statuts doivent les faire parvenir par la poste, à la personne à la présidence au moins trente (30) jours à l'avance au siège social du CPSS.

Un cahier des résolutions et de propositions d'amendements aux statuts sera soumis au congrès.

La personne trésorière doit faire parvenir au moins quarante-cinq (45) jours à l'avance, les lettres de créances auxquelles a droit toute section locale en règle. La personne déléguée ou observatrice conserve l'originale et remet le duplicata accompagné d'un chèque couvrant les frais d'inscription et ce, avant la tenue du congrès.

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

- a) Un congrès extraordinaire peut être convoqué sur directive du bureau de direction ou par suite d'une requête signée par la majorité des sections locales en règle du C.P.S.S.
- b) Ce congrès extraordinaire doit porter exclusivement sur les sujets clairement définis dans la requête des sections locales ou dans la convocation du bureau de direction selon le cas, et s'il s'agit d'une requête, doit être convoqué dans les trente jours suivant sa réception.

- c) Au congrès extraordinaire, chaque section locale a droit à la représentation telle que définie pour les congrès à l'article 12.

ARTICLE 11

ASSEMBLÉE DU CPSS

- a) Le bureau de direction du CPSS doit convoquer une assemblée au moins deux (2) fois par année. La convocation de l'assemblée et l'ordre du jour doivent être envoyés au moins vingt (20) jours à l'avance.
- b) Une assemblée spéciale du CPSS peut être convoquée en tout temps par le bureau de direction, sans tenir compte des délais prévus en a).
- c) Une assemblée spéciale du CPSS peut être convoquée suite à une requête signée par au moins six (6) sections locales, membres du CPSS. Ladite assemblée porte uniquement sur le ou les sujets de la requête ci-haut mentionnée.

Cette assemblée doit avoir lieu au plus tard dans les vingt (20) jours suivant la réception de la requête par le bureau de direction du CPSS.

ARTICLE 12

REPRÉSENTATION AU CONGRÈS ET AUX ASSEMBLÉES

Chaque section locale a droit, lors d'un congrès et/ou d'une assemblée, à la représentation suivante, établie sur le nombre de membres en service actif annuel moyen des douze mois précédant l'envoi de la convocation au congrès. À la demande du trésorier, les sections locales fourniront les rapports de l'employeur faisant état des membres.

- de 1 à 100 membres : 2 membres délégués
- de 101 à 150 membres : 3 membres délégués
- de 151 à 200 membres : 4 membres délégués
- de 201 à 250 membres : 5 membres délégués
- de 251 à 300 membres : 6 membres délégués
- 1 membre délégué additionnel par tranche de 200 membres.

Chaque section locale a droit à un nombre de membres observateurs égal au nombre de personnes déléguées admises.

Seuls les membres délégués ou observateurs ont droit de parole, mais seuls les membres délégués ont droit de vote. Les conseillers et les invités spéciaux n'ont pas droit de parole lors des débats qui concernent les amendements aux statuts.

Une section locale qui est en retard de trois (3) mois ou plus dans le paiement de ses capitations au CPSS ne peut participer aux congrès ni aux assemblées, à moins qu'elle ne prenne des dispositions auprès du bureau de direction du CPSS.

ARTICLE 13

LES PERSONNES VÉRIFICATRICES DES LIVRES

- 1) sont au nombre de trois (3);
- 2) sont choisies à l'extérieur du bureau de direction et des comités, et sont élues au début de chaque assemblée régulière ou du congrès. La durée du mandat des trois personnes vérificatrices, est déterminée à l'article B 3.10 des statuts du SCFP-National;
- 3) vérifient les livres comptables du CPSS au bureau de direction une semaine avant le congrès ou l'assemblée générale, pendant une journée complète et fait rapport écrit aux membres de l'assemblée ou du congrès;
- 4) disposent de tous les documents d'information pertinents à la vérification.

ARTICLE 14

REVENUS

a) La capitation est payée par chaque section locale de la façon suivante :

- Compte régulier

.07% des salaires mensuels réguliers des membres actifs du mois de référence y compris ceux qui paient en vertu de la formule Rand.

- Compte de négociation

.04% des salaires mensuels réguliers des membres actifs du mois de référence y compris ceux qui paient en vertu de la formule Rand.

De plus, à des fins de négociation de la convention collective, cette capitation de .04% sera modifiée en .07% des salaires réguliers des membres actifs du mois de référence y compris ceux qui paient en vertu de la formule Rand, applicable à une date décidée par le bureau de direction.

- b) Aucun remboursement de capitation ne sera effectué à une section locale pour une période supérieure de trois (3) mois.

Le délai de réclamation se prescrit par six (6) mois.

- c) Le montant des capitations est déterminé lors du congrès ou d'une assemblée du CPSS et ne peut être modifié que par un autre congrès ou par une autre assemblée du CPSS.
- d) Les capitations doivent être versées dans leur fonds respectifs dans les vingt (20) premiers jours ouvrables du mois suivant.
- e) Les capitations entrent en vigueur à la date prévue au congrès ou à l'assemblée générale.
- f) Lorsque le montant total en solde du compte régulier (incluant tous placements) est inférieur à 5 000\$, le bureau peut faire un virement du compte négociation au compte régulier, pour un montant maximum de 20 000\$ en un seul ou en plusieurs virements sans excéder 20 000\$ sur une période de 12 mois. Aucun virement ne peut avoir lieu si le compte de négociation est inférieur à 125 000 \$. Cette procédure est effective pour une durée maximale de 24 mois ou à la date du prochain congrès régulier de 2011.

ARTICLE 15

AMENDEMENTS AUX STATUTS

- a) Les amendements aux statuts doivent être adoptés par un vote des deux tiers (2/3) des membres délégués présents au congrès.
- b) Les statuts du CPSS doivent être conformes aux statuts du SCFP, et ces derniers s'appliquent dans tous les cas où les présents statuts ne les prévoient pas.
- c) Les amendements aux statuts entrent en vigueur le jour suivant la fin du congrès, à l'exclusion des articles où il y a stipulation contraire.

ARTICLE 16

DÉPENSES

- a) Les dépenses encourues pour le fonctionnement des comités et les dépenses du bureau de direction sont à la charge du CPSS
- b) **Modalités de remboursement**

Les membres des différents comités et du bureau de direction sont remboursés des dépenses encourues de la façon suivante :

1. Repas :

a) indemnité :

- déjeuner : 12,00\$
- dîner : 18,00\$
- souper : 25,00\$

b) lors des réunions où le coût de la chambre inclut les repas, le CPSS défraie la totalité des dépenses. Cependant, une indemnité de vingt-cinq dollars (25,00\$) par jour est allouée.

c) indemnité d'un maximum de vingt-cinq dollars (25,00\$) est allouée pour les comités travaillant en soirée ou durant la nuit.

2. Transport :

Les frais de transport par autobus, avion, train ou taxi, sont remboursés sur présentation de pièces justificatives.

Les frais de transport en commun locaux sont remboursés sans pièce justificative.

Lorsqu'une personne utilise son automobile, le CPSS rembourse le prix du kilométrage selon la politique du SFCP.

Les frais de stationnement seront remboursés sur présentation de pièces justificatives. Cependant, les pièces justificatives ne sont pas nécessaires pour l'utilisation du stationnement à l'édifice FTQ sur le boulevard Crémazie.

3. Salaire :

Le CPSS rembourse l'équivalent du salaire (incluant les avantages sociaux, s'il y a lieu) que la personne aurait reçu si elle avait été au travail. Ce remboursement se fait au nom de la section locale.

4. Hébergement :

Le prix de la chambre, sur présentation de pièces justificatives.

Pour l'hébergement chez un parent ou un ami, une indemnité de cinquante (50,00\$) par jour est allouée.

La personne à la présidence peut autoriser un membre de la région immédiate à demeurer où se tient la réunion si la situation l'exige. (N.B.: région immédiate se définit comme étant moins de 80 kilomètres.)

Dans le cadre de la négociation, les membres du comité venant de l'extérieur résident en appartement ou à l'hôtel, selon les coûts les moins onéreux au moment où surviennent les libérations.

5. Frais de garde d'enfants :

Les frais de garde d'enfants sont remboursés sur présentation de pièces justificatives. Le CPSS rembourse un montant égal à l'excédent des frais de garde encourus normalement par la personne qui en fait la demande, sur présentation de pièces justificatives.

6. Interurbains :

Sur présentation de pièces justificatives, les frais d'interurbain sont remboursés aux membres des divers comités ayant à utiliser ce moyen de communication.

7. Frais de représentation :

La personne à la présidence dispose d'un montant de 2 500,00\$ de frais de représentation pour la durée de son mandat et ce, sur présentation de pièces justificatives.

Ces frais représentent les dépenses effectuées par la personne à la présidence lorsqu'elle est appelée à représenter le CPSS à des instances ou à diverses rencontres de nature syndicale.

ARTICLE 17

PROCÉDURE D'ÉLECTIONS

17.1-0 Nomination et fonction des scrutateurs

17-1.1 Lors de l'assemblée générale qui précède le congrès, on procédera à l'élection d'une personne à la présidence d'élection et de deux personnes scrutatrices provenant idéalement des trois régions du CPSS. Celles-ci, qui doivent être déléguées au congrès, ne pourront poser leur candidature sur les postes en élection ni ne soutenir aucune candidature à des postes en élection.

17-1.2 La personne à la présidence d'élection sera responsable de procéder à 16h00, le 25^{ième} jour précédant le congrès, à l'ouverture des enveloppes de mises en candidature avec les deux personnes scrutatrices. Ils établiront la liste officielle des candidats et feront en sorte que chaque section locale reçoive la liste 20 jours avant la tenue du congrès.

17-2.0 Élection aux postes de président (e), vice-présidents (es), secrétaire archiviste et trésorier(ère)

- 17-2.1 Les sections locales, après avoir reçu l'avis de convocation du congrès, pourront faire parvenir les mises en candidature. Elles doivent être adressées à la personne à la présidence d'élection, sous pli, recommandées par la poste ou messagerie. Sur l'enveloppe, doit être mentionnée «mise en candidature». Elles devront être acheminées à l'adresse de la personne à la présidence d'élection au plus tard le 30^{ième} jour avant la date du congrès. L'oblitération de la poste fera foi de la date d'envoi. Les mises en candidature seront conservées, cachetées, par la personne à la présidence d'élection.
- 17-2.2 Une personne candidate peut se présenter sur tous les postes électifs. Les postes de président (e), secrétaire archiviste et de trésorier (ère) sont élus par le corps électoral. Les postes de vice-présidents (es) régionaux sont élus par leur collège électoral.
- 17-2.3 Chaque mise en candidature devra contenir au moins le nom et la signature de la personne candidate, le nom et la signature de la personne qui propose, ainsi que le numéro de la section locale. Le CPSS fera parvenir les formulaires de mises en candidature et les enveloppes adressées à la personne à la présidence d'élection, avec l'avis de convocation du congrès.
- 17-2.4 La liste des mises en candidature sera affichée le premier jour du congrès et une copie conforme sera conservée par la personne à la présidence d'élection. Toutes les personnes candidates aux postes en élection devront être déléguées et présentes au congrès.
- 17-2.5 Le jour d'élection se déroulera comme suit : avant l'ajournement du congrès, la personne à la présidence d'élection, avec les deux personnes scrutatrices, annonceront les élections. Si une seule personne se porte candidate pour un poste, elle sera élue par acclamation.

Serment d'allégeance : " *Je m'engage sur l'honneur à défendre les statuts, les principes et les objectifs du CPSS.*"

"*Je promets en outre de remettre à mon successeur dûment élu, à la fin de mon terme, toutes sommes, livres documents et autres biens du C.P.S.S. se trouvant entre mes mains.*"

ARTICLE 18

CAISSE DE DÉPANNAGE

Les frais d'inscription à une assemblée régulière ou spéciale et au congrès ou congrès extraordinaire, sont utilisés par le bureau de direction pour venir en aide aux petites sections locales* et aux sections locales des régions Abitibi/Témiscamingue et Nord du Québec pour participer aux instances du CPSS.

Nonobstant ce qui précède, la section locale du Nord-du-Québec et de l'Abitibi/Témiscamingue pourra se prévaloir le remboursement pour le transport routier pour un véhicule.

Les modalités d'application sont déterminées par le bureau de direction du CPSS et entérinées par l'assemblée générale du CPSS. Chaque membre délégué ou observateur paie les frais d'inscription pour sa participation à l'assemblée ou au congrès.

* Par petite section locale qui compte moins de 100 membres.

FRAIS D'INSCRIPTION

Du total des frais d'inscription fixés par le bureau de direction par personne participante, 40.00\$ sert au transport aérien. Cette somme est également répartie entre les sections locales participantes, jusqu'à concurrence du remboursement à 75 % par billet d'avion, ou transport routier selon le cas.

Les frais d'inscription sont payables lors de l'inscription.

Les frais d'inscription sont assumés par la section locale participante.

Lors d'une assemblée générale spéciale, un seul billet d'avion ou de transport routier est remboursable selon le cas.

CAISSE DE DÉPANNAGE MODALITÉS D'APPLICATION

MODALITÉS

1) Condition d'éligibilité :

Cette aide financière est accordée aux petites sections locales en difficulté aux conditions suivantes :

Le taux minimum de la cotisation de la section locale doit être d'au moins 1.25%

La personne à la trésorerie de la section locale doit compléter le formulaire ci-joint en date de

la demande

Il est entendu que la caisse de dépannage ne défraie les dépenses que pour une seule personne déléguée.

Toute demande d'aide financière doit être soumise par écrit et adressée à la personne à la présidence dans les dix jours suivant la réception de la convocation. Toutes demandes soumises après les délais ne seront pas considérées.

2) Réponse à la demande

Le bureau de direction, par l'entremise de la personne à la présidence, informera la section locale de la recevabilité ou non de sa demande, dans les 5 jours ouvrables suivants la réception de la demande.

3) Contribution à la caisse de dépannage :

La section locale aidée se voit octroyer un montant de 240.00\$ par jour pour la personne déléguée, qui sera réparti de la façon suivante :

Libération syndicale : maximum de 120.00\$ par jour.

Frais de séjour : maximum de 120\$ par jour.

4) L'assemblée générale :

Un rapport de la situation de la caisse de dépannage est soumis à l'assemblée générale.

5) Mise à jour des modalités :

Les modalités seront révisées au besoin, afin de tenir compte des changements et de l'évolution de la caisse de dépannage.

6) Le fonds peut "voir le fond" ! :

L'aide financière aux sections est conditionnelle au montant disponible de la caisse de dépannage qui est déposée dans un compte séparé.

7) Les statuts du Conseil provincial du soutien scolaire :

Pour plus de précisions, veuillez vous référer à l'article 18 (dix-huit) du cahier des statuts du CPSS.

Modalités de la caisse de dépannage, révisées le 7 mai 2009.

